

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX. — 65-71, Grande-Rue. Tél. 237.32, 237.33 et 237.34.
 TOURCOING. — 28, rue Carnot. Tél. 97.
 LILLE. — 3, rue Pasteur. Tél. 529.21.
 PARIS. — 26, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.84.
 MOUSCRON. — 105, rue de la Station. Tél. 1.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Clément Reboux
 Madame Alfred Reboux

Les décrets-lois et la famille

Du point de vue familial, il faut saluer les derniers décrets-lois comme on saluerait l'hirondelle, annonciatrice du printemps.

Voilà, dira-t-on, de l'optimisme. Et un optimisme qui paraît une fausse note. On s'est tellement donné le plaisir de dauber sur ces décrets-lois. Un malin plaisir, et combien irréflectif ! Car s'il y a aujourd'hui une note à payer, c'est apparemment que depuis bien longtemps on a laissé grossir la note, et il n'est sans doute pas très équitable de s'en prendre à celui qui eut la tâche ingrate de faire l'addition.

Quoi qu'il en soit, il est évident que, parmi tant et tant de citoyens récalcitrants, les chefs de famille ne se sont pas fait remarquer. Bien que touchés parmi les plus touchés — car c'est surtout sur eux que retombe le poids des impôts indirects, particulièrement aggravé — ils ont, une fois de plus, fait preuve d'une bonne volonté, qui devrait bien leur valoir quelque contre-partie.

Cette contre-partie est mince dans les décrets-lois qui nous occupent. Et nous sommes bien plutôt devant des promesses que devant des réalités. C'est ainsi qu'on annonce une réforme de tous les encouragements donnés jusqu'à présent aux familles nombreuses par l'Etat, les collectivités publiques et les organismes qu'ils subventionnent. On affecte à ces aménagements une dotation, d'ailleurs minime, de 200 millions par an. Mais nul ne sait quels résultats pratiques seront tirés de ces dispositions simplement prévues, mais non encore appliquées, ni même applicables.

On place de même l'accent sur la nécessité de mettre en harmonie la fiscalité avec l'aide aux familles, et l'on signale qu'il sera procédé en particulier à un aménagement « dans le cadre d'une politique de natalité » de l'impôt général sur le revenu, ainsi que des déductions et réductions pour charges de famille. Rien de précis non plus de ce côté.

Enfin, un décret-loi augmente les allocations familiales des travailleurs de l'industrie et du commerce, sans malheureusement qu'il soit question de l'agriculture.

On dira qu'en fait, tout cela est encore peu de chose, et c'est bien vrai. Mais ce qu'il faut noter en outre, comme un point autrement important, et ce qui nous permet de témoigner d'un optimisme non pas de commande, mais parfaitement réfléchi et motivé, c'est qu'il semble bien que, dans les sphères gouvernementales et administratives, l'esprit ait changé.

Henri DAVID.

(Lire la suite page 3.)

M. Mussolini en Sardaigne

Rome, 17 décembre. — M. Mussolini s'est embarqué, samedi après-midi, à Gênes, à bord d'un croiseur, pour se rendre en Sardaigne, où il inaugurerait dimanche matin la nouvelle ville de Carbonia, créée de toutes pièces dans le bassin houiller mis en exploitation depuis l'application des sanctions.

Dans tous les milieux de Rome, on attend avec le plus vif intérêt, le discours qu'il prononcera sans doute à cette occasion, mais aucune indication autorisée ne permet de dire que le Duce traitera de la politique extérieure et plus particulièrement de la situation en Méditerranée et des revendications italiennes.

Contrairement à l'habitude, la cérémonie ne sera pas radiodiffusée ; les postes italiens ne transmettront que le soir une chronique enregistrée.

SUR LES CHANTIERS DE L'EXPOSITION DU PROGRÈS SOCIAL, A LILLE

Devant de nombreuses personnalités, six premières pierres ont été posées hier



A gauche, M. CARLES pose la première pierre du palais du Travail et de l'Industrie. A droite, M. MAHIEU, sénateur, président du Comité de l'Exposition, scelle la première pierre de la porte monumentale.

Ceux qui croient intimider la France se trompent lourdement, déclare M. Flandin



Paris, 17 décembre. — L'Association de la presse démocratique française a tenu, samedi matin, son congrès annuel à Paris. Plus de trois cents journaux de province étaient représentés. A l'issue du congrès, un banquet a eu lieu sous la présidence de M. Flandin, ancien président du Conseil.

Après s'être réjoui de la récente déclaration franco-allemande, M. Flandin a déclaré :

« Il y a longtemps que j'ai dit que la France ne devait pas « mendier » sa sécurité, mais l'assurer par elle-même. Elle en est, d'ailleurs, parfaitement capable. S'il plaît à certains de ses voisins de lui adresser des demandes inacceptables, la France se court aucun risque à les repousser avec la tranquille fermeté d'une force qui, pour n'être pas bruyante, n'en est pas moins réelle. Ceux qui croient pouvoir intimider la France se trompent lourdement. Ils n'obtiendront jamais rien d'elle par la menace. »

(Lire la suite page 2.)

Samedi matin se sont déroulées dans l'enceinte et aux abords de la Foire commerciale de Lille, les cérémonies de pose de la première pierre de six constructions qui constitueront autant de points d'attractions de la future exposition du Progrès Social.

Il s'agit de constructions assez légères qui, tout en ayant beaucoup d'allure, seront rapidement montées puisque les éléments décoratifs, en acier, peuvent être préparés en atelier pendant que la charpente sera assemblée sur le terrain.

La plupart des premières pierres ainsi posées n'étaient donc, qu'en ciment artificiel, voire... en bois. Mais c'est le geste seul qui comptait comme l'ont, du reste, parfaitement exprimé M. Mahieu, sénateur, et le maire de Lille, au cours de la réception qui suivit, à l'Hôtel de Ville.

Le rendez-vous des personnalités invitées à cette première visite des chantiers avait été fixé dans l'atelier d'art de l'Exposition, au parc de la Foire commerciale.

(Lire la suite page 3.)

Libres propos

A LA GLOIRE DE LA NATURE HUMAINE

Chaque année, à cette époque, l'Académie française, en même temps qu'elle récompense le talent littéraire, distribue les prix de vertu.

Oui, dans notre société où il y a tant de laideurs, tant de turpitudes, de simples gens, des hommes et des femmes, des enfants aussi, par le seul rayonnement de leur bonté et de leur dévouement, sauvent l'honneur de la nature humaine.

« L'ouvrier doit avoir une formation religieuse : Veullot dirait qu'il faut lui apprendre qu'il est fils de Dieu (la lutte des classes ne résiste pas à cette idée-là). L'ouvrier doit, en second lieu, recevoir une formation intellectuelle : il faut qu'il ait des notions exactes sur les musées, les monuments, les lettres, la musique. En troisième lieu, il a besoin d'une formation morale : qu'il comprenne le culte du savoir et la noblesse de l'amour. Enfin, par un apprentissage sérieux, par une hygiène professionnelle, par la beauté du travail, il acquerra une formation sociale. Nous avons vu, il y a quelques mois, quatre-vingt-cinq mille jockeys réunis à Paris. L'organisation de cette jeunesse ouvrière, avec ses services d'épargne et de mutualité, ses sections syndicales, ses cercles d'études, ses journaux, ses comités, ses congrès, méritait d'être encouragée par l'Académie. »

Et ce jeune monde nouveau, que beaucoup apprennent à connaître chaque jour davantage, apparaît de plus en plus comme l'avenir, car il contient, pour notre société en transformation, une promesse de rénovation et de salut.

Louis DARTOIS.

BILLET PARISIEN L'effort nécessaire à la défense de la paix

PARIS, 17 DÉCEMBRE (Minuit.)

La discussion budgétaire se poursuit à la Chambre à une vive cadence. La rapidité des débats a même été cause de quelques observations faites à la fin de la séance de samedi après-midi, par plusieurs députés, notamment MM. Louis Marin, de Kérislin et Fernand-Laurent qui ont regretté que les budgets de la défense nationale n'aient pu être étudiés avec toute l'attention qu'ils méritent. Même en commission, a déclaré M. Fernand-Laurent, les représentants du peuple n'ont pu remplir leur mission de contrôle. Et il a dénoncé, outre ce qu'il a appelé les « gaspillages de la défense nationale », la diminution de rendement qui aurait suivi la nationalisation de certaines usines.

A ces observations, M. Daladier a répondu en réfutant les critiques formulées à l'encontre des usines nationalisées. Mais en promettant à l'assemblée qu'un grand débat sur la défense nationale s'instituera en janvier et, qu'au cours de ce débat, les meilleures solutions pourront être recherchées d'un commun accord et pour le plus grand profit de la défense nationale, il a reconnu implicitement que tout n'était pas pour le mieux dans notre organisation défensive.

Il n'y aurait-il autre chose quand le problème de la défense nationale est si intimement lié à celui de la production. Or, ne sait-on pas que le redressement financier, économique, social et même moral, est précisément une des conditions nécessaires du relèvement de la production ? On a descendu une pente qu'il faut aujourd'hui remonter. La tâche est rude. Il faut du temps pour qu'elle donne ses premiers fruits.

Il n'en est pas moins vrai que tout doit être mis en œuvre pour que les résultats ne se fassent pas trop attendre.

Quelques instants plus tôt, la Chambre discutait le budget de l'Air, avait pu se convaincre de l'insuffisance de notre production d'appareils modernes. Devant l'effort massif que l'Allemagne et l'Italie poursuivent dans ce domaine, nous ne sommes pas encore parvenus à remplir les lacunes de notre armée de l'air, à doter nos magnifiques aviateurs d'un matériel suffisant.

Couité que couité, il nous faut prendre, sur ce point, exemple de nos voisins. La réussite de notre politique de paix est peut-être à ce prix.

René ROUSSEAU

M. ROOSEVELT CONSULTE SES AMBASSADEURS EN EUROPE



MM. WILLIAM BULLITT, ambassadeur des Etats-Unis à Paris; SUMNER WELLS, secrétaire d'Etat; HUGH WILSON, ambassadeur en Allemagne, et WILLIAM PHILLIPS, ambassadeur en Italie, sortent d'une conférence durant laquelle ils ont mis M. Roosevelt au courant de la situation en Europe. (Ph. N.Y.T.)

LA CHAMBRE accélère ses travaux

En deux séances, elle a adopté, samedi, sept budgets, notamment ceux de l'air, de la marine et de la guerre

LES DÉBATS REPRENDRONT LUNDI

Paris, 17 décembre. — En deux séances seulement, la Chambre a pu, samedi, adopter les importants budgets des sections d'Alsace et Lorraine; de l'Agriculture, de l'Air, de la Marine, de la Guerre, de la Défense des territoires d'outre-mer, des Poudres, accomplissant ainsi l'effort que lui avait demandé M. Paul Reynaud pour éviter des séances dominicales.

Lundi matin, elle abordera la discussion du budget des Affaires étrangères. (Lire la suite page 3.)

Le grand-duc Wladimir de Russie ne veut pas se compromettre

Paris, 17 décembre. — Le grand-duc Wladimir de Russie a répété, samedi, pour les actualités et la T.S.F., les déclarations qu'il avait faites vendredi concernant son voyage à Berlin, dont il a confirmé le caractère privé.

Respondant ensuite aux questions que lui posaient les journalistes présents, le prétendant au trône impérial de Russie a ajouté :

« Je ne vois pas la raison pour laquelle le chancelier Hitler ou les autorités politiques du Reich m'inviteraient à venir les voir lors de mon prochain voyage en Allemagne. Cependant, si le cas se présentait, il est probable que je refuserais. De toute façon, j'aurais à considérer ma décision. »

— Avez-vous prêté serment ou avez-vous été consacré officiellement prétendant au trône de Russie, lui demandait-on alors ?

— Je suis prétendant au trône de Russie et j'y ai des droits.

— Voyez-vous une possibilité de restauration prochaine en Russie ?

— Il est presque impossible de répondre à une pareille question. La situation se renverse si rapidement actuellement en Europe, qu'on ne peut prévoir ce qui se passera à quelques mois de distance.

— Existe-t-il un sentiment monarchiste à l'intérieur de la Russie ?

— L'information filtrer trop difficilement à travers les frontières de la Russie pour qu'on puisse se faire une opinion exacte de ce qui s'y passe actuellement.

La Vénus « antique » de Saint-Just-sur-Loire était bien l'œuvre du sculpteur Crémone



M. CRÉMONESE restitue son nez à la « Vénus », afin de prouver aux experts qu'elle est bien son œuvre.

Saint-Etienne, 17 décembre. — On se rappelle qu'en mai 1927, un cultivateur de l'Eirat, commune de Saint-Just-sur-Loire, découvrait dans un champ un statue de Vénus. Il ne manquait à cette statue, pour être complète, que le bout du nez, le bras gauche et la main droite. Des savants vinrent la voir, et la Vénus fut classée « antique » par les Beaux-Arts en mai 1938.

Mais, récemment, un sculpteur d'origine italienne, François Crémone, habitant la banlieue de Saint-Etienne, déclara que c'était lui qui avait inspiré des grands maîtres grecs, taillé cette sorte de chef-d'œuvre.

Cependant, on croyait encore, dans certains milieux, à l'authenticité de l'œuvre.

C'est pourquoi, hier matin, en présence de M. Noël Thiollier, conservateur régional des monuments historiques, et de M. Meisy, conservateur du musée de Saint-Etienne, François Crémone a procédé sur la statue mutilée, exposée dans la cuisine de M. Gonon, au recollement du nez, de la main droite et du bras gauche qui s'adaptent parfaitement aux cassures.

La parole est maintenant à la direction générale des Beaux-Arts qui, par un décret du président de la République, devra faire annuler la décision classant la « Vénus » moderne monument historique.

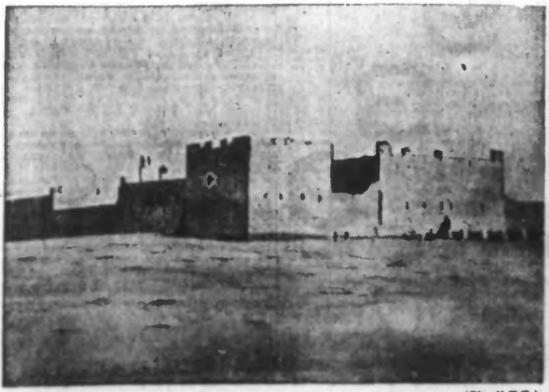
Le sculpteur italien a expliqué qu'il avait joué cette petite farce pour se faire connaître et révéler son talent.

Une vedette de la T.S.F.



LA PRINCESSE ATHILDE des Peaux-Rouges Cherokees, dernière « découverte » de la T.S.F. américaine, qui charme ses auditeurs par le doux timbre de sa voix.

VISION SAHARIENNE



LE FORT SAINT, à 465 kilomètres au sud de Tatabouine, dans la Sud-tunisien. (Ph. N.Y.T.)

Le 3.001^{me} kilomètre d'autostrade en Allemagne



Une explosion formidable a marqué, vendredi, le début de la construction du 3.001^{me} kilomètre d'autostrade, en présence de M. Hitler, à Searmund. (Ph. Saffra.)